SOMMAIRE

1 - PAIEMENT DES INDEMNITES EVENTUELLES DE FAIBLE MONTANT AVEC LES EMOLUMENTS MENSUELS	3
11 - INDEMNITES CONCERNEES	3
12 - MONTANT LIMITE.....	3
13 - CONDITIONS DU REPORT DU PAIEMENT	3
14 - EXECUTION DU PAIEMENT REPORTE.....	3
15 - INFORMATION DE L'AGENT	3
2 - DECLARATION ANNUELLE DES REMUNERATIONS DES CONTRIBUABLES.....	4
3 - DELAI DE PRESCRIPTION APPLICABLE EN MATIERE DE REMUNERATION	5
30 - GENERALITES	5
31 - CATEGORIES DE PERSONNELS.....	5
32 - ELEMENTS DE REMUNERATION	5
33 - DELAI DE PRESCRIPTION	6
34 - APPLICATION	6
35 - AUTRES ELEMENTS SOUMIS A UN DELAI DE PRESCRIPTION	7
4 - REMUNERATION DES AGENTS DE DROIT PUBLIC EXERCANT UNE ACTIVITE DANS LA RESERVE OPERATIONNELLE	8
41 - LES AGENTS FONCTIONNAIRES.....	8
42 - LES AGENTS NON TITULAIRES DE DROIT PUBLIC	8
5 - REMBOURSEMENT DES SALAIRES MAINTENUS AUX AGENTS ADMINISTRATEURS D'ORGANISME DE SECURITE SOCIALE.....	9
51 - SALAIRES ET CHARGES DONT LE REMBOURSEMENT EST A DEMANDER	9
511 - Salaires	9
512 - Charges sociales.....	9

52 - ETABLISSEMENT DE LA FACTURE..... 9

53 - ENCAISSEMENT DES REMBOURSEMENTS..... 9

**6 - PAIEMENT DES PENSIONS D'INVALIDITE AUX STAGIAIRES LICENCIES POUR
INAPTITUDE PHYSIQUE 11**

61 - PAIEMENT DE LA PENSION ET VERSEMENT DES COTISATIONS 11

62 - REGIME FISCAL 11

63 - SAISSAIBLITE..... 11

**7 - CONDITIONS DE PAIEMENT DES HEURES DE NETTOYAGE OU DE RENFORT
ASSUREES A TITRE EXCEPTIONNEL PAR LES CHEFS D'ETABLISSEMENT 12**

8 - INTERETS MORATOIRES - TAUX DE L'INTERET LEGAL 12

1 - PAIEMENT DES INDEMNITES EVENTUELLES DE FAIBLE MONTANT AVEC LES EMOLUMENTS MENSUELS

BRH 1996 RH 49
du 21.06.96
#

11 - INDEMNITES CONCERNEES

Il s'agit des indemnités liquidées par les traitements informatiques du système PACTOLE-IEV concernant les agents de La Poste.

12 - MONTANT LIMITE

Le report du paiement avec les émoluments mensuels n'affecte que les indemnités qui, pour une échéance mensuelle, ont un **total net à payer inférieur à 77 €**

13 - CONDITIONS DU REPORT DU PAIEMENT

Le report ne s'effectue que si, au mois de liquidation des indemnités, l'agent bénéficiaire figure, avec la position "en activité", dans le fichier de paie en instance d'être traité par le centre de calcul qui a procédé à la liquidation des indemnités.

Si l'agent ne figure pas ainsi dans le fichier de paie, le moyen de règlement des indemnités est émis normalement.

14 - EXECUTION DU PAIEMENT REPORTE

Lorsque le paiement des indemnités a été reporté, ce paiement a lieu avec les émoluments mensuels du mois de l'échéance normale de ces indemnités.

15 - INFORMATION DE L'AGENT

L'agent est informé de l'opération de report **par le bulletin de paie des indemnités éventuelles**.

Ce bulletin est émis dans les conditions habituelles mais porte la mention : "Règlement avec les émoluments mensuels".

2 - DECLARATION ANNUELLE DES REMUNERATIONS DES CONTRIBUABLES

FRHD 92.07 du 3.02.92

Les agents peuvent opter pour la déduction des frais pour leur montant réel, dans leur déclaration annuelle des rémunérations. Dans ce cas, ils doivent ajouter au montant de leur salaire à déclarer, la somme figurant à la rubrique "INDEMNITE PAYEE ET REMBOURSEMENTS ALLOUES AU TITRE DES FRAIS PROFESSIONNELS" (colonne 9 de leur bulletin de déclaration n° 2470).

Cette colonne regroupe l'ensemble des indemnités, remises et primes non imposables déclarables perçues par l'agent, telles que :

- les remboursements de frais de transports,
- les frais de missions, de tournées, les indemnités de déplacement, de stage, les indemnités kilométriques,
- les indemnités de gérance et de responsabilité,
- la part non imposable des indemnités, remises et primes imposables à 50 % (indemnités horaires pour travail de nuit, remises CNP, SICAV, bon du trésor, ...).

3 - DELAI DE PRESCRIPTION APPLICABLE EN MATIERE DE REMUNERATION

NDS n° 49 du 06.03.96

30 - GENERALITES

Depuis le changement de son statut juridique, le 1er janvier 1991, par la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990, relative à l'organisation du service public de la poste et des télécommunications, La Poste ne peut plus en qualité d'Exploitant, personne morale de droit public dotée d'une comptabilité de droit commun, faire application, notamment en ce qui concerne les fonctionnaires, de la prescription quadriennale issue de la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 et relative aux créances sur l'Etat et les établissements publics dotés d'un comptable public.

Comme dans d'autres domaines soumis à des dispositions semblables, il est rappelé que la prescription est la règle applicable à l'action intentée par tout agent visant à obtenir la régularisation de droits (tout ou partie de la rémunération ou de certains éléments de celle-ci) dont le paiement n'a pas été effectué ou dont une révision des sommes déjà versées peut être demandée.

A contrario, la prescription joue également à l'action intentée par La Poste en recouvrement des sommes indûment payées à tout agent.

Le présent texte a donc pour objet de fournir les précisions nécessaires aux agents quel que soit leur statut, et aux services gestionnaires du personnel, quant à la conduite à tenir désormais à cet égard, dans le domaine de la rémunération des intéressés, dès lors qu'ils sont en activité.

31 - CATEGORIES DE PERSONNELS

Les dispositions exposées ci-après sont applicables aux personnels suivants :

- . fonctionnaires,
- . agents contractuels de droit public,
- . agents contractuels de droits privé, y compris les titulaires d'un contrat d'apprentissage ou de contrats définis dans le cadre des mesures prises pour résorber le chômage (CES, CRE, CEC, Contrat de qualification, CIE, etc).

32 - ELEMENTS DE REMUNERATION

Le délai de prescription défini ci-dessous s'applique à l'ensemble des éléments constituant la rémunération, sauf en ce qui concerne les prestations familiales, des différentes catégories de personnels visés à l'article 31 ci-dessus, quel que soit le statut des intéressés et leur niveau de fonctions.

Ces éléments sont notamment définis par les textes suivants :

- . Décision n° 717 du 4 mai 1995 (BRH 1995 RH 32) : Règles d'évolution transitoires et permanentes du Complément Poste.
- . Décisions n° 510 du 3 avril 1995 (BRH 1995 RH 14) et n° 511 : Contribution au développement de La Poste ou Part Variable

- . Décisions n° 701 et 702 du 4 mai 1995 *définissant respectivement les principes et modalités de rémunération des cadres supérieurs sous statut de fonction et la revalorisation de la rémunération de référence des cadres supérieurs sous statuts de fonction.*
- . Convention Commune La Poste/France Télécom, y compris les annexes "Autres personnels" et "Ingénieurs et Cadres Supérieurs".

33 - DELAI DE PRESCRIPTION

Le personnel contractuel de droit privé est soumis aux dispositions des conventions collectives telles que prévues à l'article 31 de la loi de réforme du 2 juillet 1990 susvisée, dont est issue la Convention La Poste/France Télécom, et, à ce titre, relève du code du Travail et plus précisément de l'article L. 143-14 qui dispose "que l'action en paiement du salaire se prescrit par cinq ans, conformément à l'article 2277 du Code civil".

Le délai de prescription de cinq ans s'applique également aux demandes de remboursement formulées par La Poste à l'encontre des agents relevant de ce statut.

S'agissant des fonctionnaires et des agents de droit public, pour lesquels il n'est plus possible d'opposer la déchéance quadriennale, c'est la prescription quinquennale prévue à l'article 2277 du Code civil qui leur est aussi applicable.

Cette mesure instaure une égalité de traitement entre les personnels de La Poste et harmonise la position des deux Exploitants à cet égard.

34 - APPLICATION

En matière de rémunération, la prescription de cinq ans est applicable à l'ensemble du personnel de La Poste. **Elle est décomptée de date à date**. Comme énoncé en préambule, elle s'applique à l'action de l'employé comme à celle de l'employeur.

S'agissant de l'action en recouvrement de trop-perçu de rémunération, il convient de préciser :

- . lorsque l'indu a pour origine l'absence de déclaration que devait effectuer l'agent, la prescription ne commence à courir qu'à compter de la date de la déclaration ou de la date à laquelle est constatée une situation non connue antérieurement (cf. article 2257 du Code civil),
- . la prescription est interrompue par une citation en justice, y compris sous la forme de référé, ou la reconnaissance de la dette par l'agent ou par La Poste à l'égard de l'agent (cf. article 2244 et 2248 du Code civil).

De ces précisions, il résulte :

- . les sommes dues à titre de rémunération sont atteintes par la prescription lorsque les agents n'ont pas fait valoir leurs droits dans le délai de cinq ans,
- . la prescription n'est pas opposable à l'agent lorsque le paiement des sommes dues n'a pu être effectué dans le délai de cinq ans et que l'erreur est imputable à La Poste.

En ce qui concerne le remboursement des trop-perçus de rémunération demandés aux agents, il est recommandé, lors de cessation de fonctions, si l'indu est d'un montant important et si son remboursement s'étale sur une période supérieure à cinq ans, de faire signer à l'intéressé une reconnaissance de dette et le document établissant l'échéancier des remboursements, actes relevant de la responsabilité du chef de service gestionnaire.

35 - AUTRES ELEMENTS SOUMIS A UN DELAI DE PRESCRIPTION

Aucune modification n'affecte les délais de prescription applicables notamment en matière de prestations familiales, qu'il s'agisse des agents soumis aux régimes de métropole ou des départements d'outre-mer, compte tenu de leur affiliation à La Poste ou auprès des caisses d'allocations familiales.

4 - REMUNERATION DES AGENTS DE DROIT PUBLIC EXERCANT UNE ACTIVITE DANS LA RESERVE OPERATIONNELLE

41 - LES AGENTS FONCTIONNAIRES

*BRH 2001 RH 56
du 6.11.01, § 223*

Les fonctionnaires de La Poste exerçant une activité dans la réserve opérationnelle, sont placés dans l'une des positions suivantes :

- en position d'accomplissement du service national et des activités dans la réserve opérationnelle lorsque la durée de leur service est inférieure ou égale à trente jours cumulés par année civile. Ils bénéficient alors pendant cette période d'un congé avec traitement ;
- en position de détachement dès lors que la période excède la durée de trente jours.

42 - LES AGENTS NON TITULAIRES DE DROIT PUBLIC

La situation des agents non titulaires de droit public exerçant une activité dans la réserve n'a pas encore été définie par les textes. Dès leur parution, une information réglementaire sera portée à la connaissance des services gestionnaires.

5 - REMBOURSEMENT DES SALAIRES MAINTENUS AUX AGENTS ADMINISTRATEURS D'ORGANISME DE SECURITE SOCIALE

*NDS n° 153
du 24.10.95*

L'article 32 de la loi du 17 décembre 1982 et l'article L231-12 du Code de la Sécurité Sociale disposent que les organismes de la Sécurité Sociale remboursent aux employeurs les salaires maintenus à leurs agents lorsqu'ils exercent un mandat d'administrateur d'organisme de Sécurité Sociale, ainsi que les avantages et charges sociales y afférents.

Le présent texte a pour objet de fixer les modalités suivant lesquelles les chefs de service auront à faire application de ces dispositions.

51 - SALAIRES ET CHARGES DONT LE REMBOURSEMENT EST A DEMANDER

511 - Salaires

Il s'agit des éléments mensuels de rémunération bruts : traitement ou salaire, complément Poste, éventuellement primes et indemnités présentant un caractère permanent ; sont exclues les prestations familiales. Le calcul s'effectue en appliquant à la rémunération brute mensuelle de l'agent, autant de trentièmes que de jours d'absence dans le mois pour l'exercice du mandat d'administrateur.

En outre, si l'agent perçoit un complément bi-annuel, il conviendra de prendre en compte cet élément de rémunération à raison de 1/180ème du taux semestriel attribué à l'agent par jour d'absence.

512 - Charges sociales

Donnent lieu à remboursement, l'ensemble des charges sociales patronales ainsi que la taxe sur les salaires. La nature et les taux de ces charges figurent :

- Pour les fonctionnaires et agents contractuels de droit public au chapitre 3 de la première partie du présent recueil PS
- pour les contractuels de droit privé au chapitre 5 du Guide Mémento-Recueil PX.

52 - ETABLISSEMENT DE LA FACTURE

Pour chaque autorisation spéciale d'absence, le chef de service employeur, qui détient le livre de paie, effectue le relevé détaillé des rémunérations et charges afférentes à la période considérée ; il établit un imprimé FAC CAP (figurant en annexe au présent article) qu'il transmet à la Comptabilité Auxiliaire de Personnel accompagné du relevé détaillé.

La Comptabilité Auxiliaire de Personnel complète l'imprimé FAC CAP et adresse les documents au service de facturation pour établissement de la facture.

Le service de facturation adresse la facture et le relevé détaillé à l'organisme de sécurité sociale. Le double de la facture est adressé à la CAP.

53 - ENCAISSEMENT DES REMBOURSEMENTS

A réception du virement sur le compte Banque de France, le Service Territorial de Caisse comptabilise les montants encaissés et transmet l'information à la Comptabilité Auxiliaire de Personnel selon la procédure habituelle.

6 - PAIEMENT DES PENSIONS D'INVALIDITE AUX STAGIAIRES LICENCIES POUR INAPTITUDE PHYSIQUE

FRHD 97-12 du 18.03.97
§ 2, 3, 4

61 - PAIEMENT DE LA PENSION ET VERSEMENT DES COTISATIONS

Le paiement des pensions d'invalidité s'effectue manuellement par le biais de la comptabilité fournisseur. Par conséquent, les Divisions RH doivent obligatoirement :

- compléter un tableau récapitulatif des cotisations versées à l'URSSAF ;
- établir des avis de paiement similaires à ceux utilisés pour les allocations chômage, dont un exemplaire est adressé à l'intéressé et le second utilisé comme livre de paie.

Les pensions d'invalidité doivent impérativement être **payées entre le 21 et le 30 de chaque mois** pour respecter les dates de versement URSSAF.

Les cotisations précomptées lors de la mise en paiement de la pension d'invalidité sont versées à l'URSSAF selon les mêmes conditions et périodicité que les salaires, c'est-à-dire le 5 du mois M+1.

62 - REGIME FISCAL

Les pensions d'invalidité ne sont pas imposables lorsque leur montant annuel ne dépasse pas celui de l'allocation aux vieux travailleurs **ET** que les ressources annuelles du bénéficiaire n'excèdent pas le maximum prévu pour l'attribution de cette allocation (cf. tableau ci-après).

	Par an au 01/01/2001	Par an au 01/01/2002	Par an au 01/01/2003	Par an au 01/01/2004
Montants de l'AVTS	2 747,28 €	2 807,72 €	2 849,84 €	2 898,28 €
<u>Plafonds de ressources :</u>				
- personne seule	6 847,10 €	6 997,74 €	7 102,71 €	7 223,45 €
- ménage	11 993,16 €	12 257,01 €	12 440,87 €	12 652,36 €

BRH 2001 RH 12
du 23.02.01

BRH 2002 RH 4
du 08.02.02

BRH 2003 RH 18
du 04.03.03

BRH 2004 RH 14
du 11.03.04

Les Divisions RH sont dans l'obligation de fournir aux intéressés une attestation similaire à l'imprimé n° 2470 et comportant le montant annuel imposable de la pension d'invalidité (égal au montant brut annuel - CSG déductible).

63 - SAISSAIBLITE

Les pensions d'invalidité sont cessibles et saisissables dans les mêmes conditions et limites que les salaires (Code du Travail, art. R.145-1 et 2). La majoration pour tierce personne est insaisissable (Lettre ministérielle du 16 août 1985).

7 - CONDITIONS DE PAIEMENT DES HEURES DE NETTOYAGE OU DE RENFORT ASSUREES A TITRE EXCEPTIONNEL PAR LES CHEFS D'ETABLISSEMENT

Réf. : Note PAS A41 du 15.06.79

Cette rubrique sera mise à jour ultérieurement.

*FRHD 2004.06
du 26.03.04*

8 - INTERETS MORATOIRES - TAUX DE L'INTERET LEGAL

Aux termes du décret du 13 février 2004 (JO du 15 février 2004), le taux de l'intérêt légal est fixé à 2,27% pour l'année 2004.

Ce taux est à utiliser pour le calcul des intérêts moratoires que La Poste doit verser en cas de retard de paiement de rémunération à un agent.